

# Les investissements directs en Chine

Sandra Poncet

*(Panthéon-Sorbonne-Economie, Université Paris 1 CNRS et CEPII)*

## I. Introduction

Un volet important du processus de réformes économiques en Chine a été l'encouragement des investissements directs étrangers (IDE). Les IDE ont commencé à affluer en Chine après 1992 et dépassent depuis 1996 40 milliards de dollars annuellement. En continuant leur progression, ils ont atteint 70 milliards de dollars en 2005 et en 2006. Ces montants sont de loin les plus élevés reçus par un pays en voie de développement et demeurent remarquablement stables et soutenus malgré les fluctuations importantes qui caractérisent la situation économique mondiale et asiatique. La Chine a attiré un tiers des IDE à destination des pays en développement dans les années récentes. En 2006, les IDE vers la Chine s'établissent à 69 milliards de dollars, soit 10% des flux mondiaux.

Ces investissements directs étrangers insèrent la Chine dans des réseaux de production mondiaux complexes qui jouent un rôle croissant dans l'organisation de l'économie mondiale. La compréhension des implications qu'ont ces flux passe par l'analyse de leurs particularités, notamment une concentration inhabituellement forte dans le secteur manufacturier et la prédominance de l'Asie de l'Est dans leur origine.

Pourtant comme nous le verrons, les caractéristiques passées et présentes des flux intrants de capitaux étrangers en Chine pourraient ne pas constituer une base fiable pour la prédiction du futur. Non seulement, les IDE pourraient ne plus être la forme exclusive d'apport de capitaux étrangers au profit des flux de portefeuille et des prêts bancaires mais surtout la libéralisation des secteurs de service engagée avec l'entrée dans l'OMC devrait rééquilibrer la structure sectorielle des IDE.

Une autre évolution récente de la position chinoise en termes d'IDE est le fait que la Chine n'est plus seulement un aimant à capitaux étrangers mais en devient une source croissante. Même si les investissements sortants sont encore limités en termes absolus, particulièrement en comparaison avec les investissements entrants, l'internationalisation des entreprises chinoises se renforce en lien avec leur stratégie d'acquisition de nouvelles technologies et de marques. Les investissements directs étrangers sortants de Chine ont ainsi progressé de 32% par rapport à 2005 pour atteindre 16,1 milliards de dollars en 2006. La récente fusion des

opérations de télévision et DVD de TCL et Thomson ainsi que l'acquisition de la division des ordinateurs individuels d'IBM par Lenovo illustrent cette récente tendance.

Cet article porte sur la structure et les déterminants des IDE à destination de la Chine ainsi que sur leur impact sur le développement économique chinois. Nous rappelons l'évolution de la politique économique de la Chine vis-à-vis des IDE et ses répercussions sur les entrées de capitaux. L'essor des IDE à destination de la Chine s'est accompagné d'une croissance économique rapide et d'une ouverture internationale accrue. Il est ainsi également important de comprendre pourquoi la Chine est devenue un des principaux pays bénéficiaires des IDE mondiaux. Ce travail discute donc les déterminants et l'impact des IDE sur le développement économique chinois.

La partie suivante passe en revue les tendances et la structure des IDE entrants en Chine. La troisième partie présente les résultats de la littérature sur leurs déterminants. La quatrième partie étudie les effets des IDE sur l'économie chinoise. La cinquième partie conclue et tente une ébauche des tendances futures.

## **II. Tendances et structure des IDE**

### **1- Evolution et politiques**

Au cours de la dernière décennie, la Chine s'est positionnée comme le premier récipiendaire d'IDE parmi les pays en voie de développement et la seconde destination mondiale derrière les Etats-Unis. Les flux d'IDE à destination de la Chine ont augmenté fortement ces dernières années, atteignant 69 milliards de dollars en 2006, soit 10% du total mondial (UNCTAD, 2006, p. 51).

Depuis le lancement des réformes économiques en 1979, la Chine a reçu une large part des flux d'investissements directs étrangers.<sup>1</sup> La Chine a décidé d'ouvrir la porte aux investissements étrangers en 1978 et a rompu avec l'orthodoxie socialiste en établissant des zones économiques spéciales (ZES) en 1979 et 1980. L'impact des IDE sur l'économie nationale a été limité jusqu'au début des années 1990. Comme le montre le graphique 1, à partir de 1992-1993, le flux d'IDE entrant en Chine s'est grandement intensifié.

---

<sup>1</sup> Pour une présentation en détail sur les IDE en Chine, se référer à OECD (2000).

La Chine a évolué d'une politique restrictive à une politique permissive au début des années 1980, pour ensuite encourager globalement les investissements directs au milieu des années 1980 et pour plus récemment à partir du milieu des années 1990 privilégier les projets les plus intensifs en capital et en technologie (Fung et al., 2004).

Pendant la période permissive, le gouvernement chinois a établi quatre zones économiques spéciales (ZES) dans les provinces de Guangdong (Canton) et Fujian et offert des politiques d'incitation pour les IDE dans ces zones. Alors que les afflux de capitaux étaient fortement concentrés dans ces provinces, les montants demeuraient plutôt limités (Cheung et Lin, 2004). Après 1984, l'île de Hainan et quatorze villes appartenant à dix provinces côtières furent ouvertes et les investissements directs étrangers commencèrent à véritablement décoller. La valeur des IDE entrants réalisés atteignit 2.5 milliards de dollars en 1990. Les politiques de régime préférentiel ont conduit à une concentration très importante des IDE sur l'est côtier de la Chine. Les effets de diffusion de la côte vers les provinces intérieures ont échoué à se matérialiser. En réaction à l'écart régional croissant, les autorités ont mis en œuvre des réformes économiques et une politique d'ouverture plus équilibrées dans les années 1990. Au printemps 1992, Deng Xiaoping à l'occasion de sa tournée dans le Sud, a adopté une nouvelle approche qui rompait avec les régimes spéciaux et prônait une ouverture plus généralisée aux IDE. Le succès de ces nouvelles politiques et régulations encourageant l'entrée de capitaux étrangers fût remarquable.

Depuis 1992, l'entrée d'IDE en Chine s'est accélérée et a atteint un niveau record de 46 milliards de dollars en 1998. Après un recul dû à la crise asiatique, l'afflux d'IDE a rebondi pour atteindre 53 milliards de dollars en 2003. Cette année là, la Chine a dépassé les Etats-Unis pour devenir le premier récipiendaire mondial d'IDE. Le record de 72 milliards enregistré en 2005 est en partie attribuable aux changements de méthodologie opérés par les statistiques chinoises – pour la première fois les IDE incluent les flux vers les secteurs financiers (UNCTAD, 2006, p51). En 2005, les flux d'IDE non financiers ont atteint 60 milliards et donc ont enregistré un léger déclin après cinq années de croissance. Les IDE dans les services financiers ont progressé pour atteindre 12 milliards, largement conduits par les investissements de grande ampleur dans les principales banques d'état. Cependant, une part significative des IDE à destination de la Chine pourrait être due à la pratique de « round

tripping ». Les IDE vers la Chine pourraient être surestimés par un facteur entre 25 et 50%.<sup>2</sup> Les nations Unies établissent le stock d'IDE reçu par la Chine à près de 400 milliards de dollars, soit à 16% et 43% respectivement du PIB et de la formation brute de capital fixe de la Chine.

## **2-Principales caractéristiques des IDE en Chine**

Naughton (2007) indique que trois caractéristiques distinctives ont marqué les flux d'IDE entrants en Chine au cours de la décennie passée et que chacune de ces caractéristiques reflète le rôle dominant joué par la restructuration transfrontalière des réseaux de production orientés à l'export qui furent à l'origine développés dans les économies est-asiatiques voisines. La première spécificité mise en évidence par Naughton (2007) est le fait que les IDE en Chine sont la forme prédominante sous laquelle la Chine a eu accès aux capitaux mondiaux (par opposition aux flux de portefeuille et aux prêts bancaires). Entre 1979 et 2000, la Chine a importé plus de 500 milliards de dollars de l'étranger dont plus des deux tiers sous la forme d'IDE (Fung et al., 2004).

La seconde spécificité chinoise est la proportion inhabituellement grande des IDE qui est investie dans le secteur manufacturier, par opposition aux services ou aux secteurs extractifs.

La troisième spécificité est la domination asiatique, notamment de Hong Kong et de Macao, de l'origine des flux.<sup>3</sup>

Les IDE à destination de la Chine se distinguent par une autre dimension : leur concentration sur la zone côtière. Sur la période 1993-2003, le rapport IDE entrant sur PIB est de 13% dans la province de Guangdong et de 11% dans le Fujian. La moyenne nationale s'élève à 4%. Les autres zones côtières très ouvertes incluent Shanghai, Jiangsu et Pékin.

---

<sup>2</sup> Le "Round tripping" correspond à la réimportation de capitaux nationaux chinois préalablement sortis du territoire, principalement à travers Hong Kong, pour prendre avantage des politiques préférentielles attribuées aux investissements étrangers. Après l'accession de la Chine à l'OMC en 2001, la Chine a éliminé une partie de ces incitations mais il existe toujours des différences de traitement entre les investisseurs étrangers et nationaux; par exemple, la taxe sur le chiffre d'affaire est inférieure pour les entreprises étrangères (entre 5 et 13%) à celle pour les entreprises nationales (25%) (se reporter à UNCTAD 2006, p.12). Les estimations de la surestimation des IDE entrants en Chine varient de 25% (UNCTAD 2003a, p. 45) à près de 50% (Xiao, 2004).

<sup>3</sup> Hong Kong est indiscutablement le principal investisseur en Chine, avec près de 42% des flux cumulés entre 1985 et 2005. Naughton (2007) souligne que les données officielles indiquent que les flux en provenance de Hong Kong et de Taiwan ont diminué après 1998, mais les investissements en provenance de divers paradis fiscaux ont parallèlement fortement progressé. En 2005, 12,3 milliards de dollars d'IDE en Chine provenaient d'entreprises domiciliées dans les îles vierges britanniques, les Bermudes, les îles Cayman et autres paradis fiscaux.

Les formes contractuelles sous lesquelles se matérialisent les IDE en Chine ont progressivement évolué vers des modalités permettant un pouvoir de contrôle accru de l'investisseur étranger. Dans le début des années 1980, les IDE étaient principalement sous forme de joint-ventures (JV) contractuelles et de projets de développement joint. Après le milieu des années 1980, la Chine a commencé à encourager fortement l'utilisation de joint-ventures de participation (EJV). Cette forme est devenue le mode dominant d'entrée des investissements dans les années 1990.<sup>4</sup> Au fur et à mesure que la Chine évolue vers une économie de marché, la part des IDE sous forme de filiales à 100% des sociétés étrangères a progressé de manière continue et a compté en 2005 pour les deux tiers des flux d'IDE réalisés.

La conséquence de cette évolution est le rôle grandissant des entreprises étrangères dans l'économie chinoise. Elles sont responsables de 27% de la valeur ajoutée, 4,1% du revenu fiscal, plus de 58% du commerce international et 88% des exportations de haute technologie et la quasi-totalité des activités d'assemblage pour réexportation en 2005. Des entreprises issues 190 pays ont investi en Chine, dont 450 des 500 entreprises du classement mondial Fortune 500. A la fin de 2005, les entreprises étrangères employaient en Chine plus de 24 millions de travailleurs, soit un peu près de 9% de l'emploi urbain.

Le secteur manufacturier recevait 63% du capital étranger enregistré à la fin de 2005 (voir le tableau 1). Cette concentration est dans une large mesure expliquée par les restrictions à l'entrée étrangère que la Chine a maintenues sur les principaux secteurs de services (Naughton, 2007). Le secteur des transports (incluant le stockage et la poste) n'accueille en 2005 que 3% des IDE. Tandis qu'une part importante des flux des IDE vers les PVD se dirige vers les secteurs de la distribution, des transports et télécommunications et de la finance, ces secteurs sont clairement sous-représentés dans le cas des IDE chinois. Naughton (2007) calcule ainsi que ces trois secteurs accueillent en moyenne 27% des IDE vers le monde en développement (la Chine compris) mais seulement 4% des IDE vers la Chine.

---

<sup>4</sup> Entre 1987 et 1996, plus de la moitié des IDE entrants a été sous la forme de joint-ventures de participation. Naughton (2007) explique que leur domination durant cette période reflète l'idée établie (du côté étranger) que les partenariats à long terme sont nécessaires pour fonctionner dans l'environnement chinois et (du côté chinois) qu'ils facilitent le partage d'information et de technologie. Néanmoins en pratique, de nombreux problèmes ont émergé en raison d'incitations divergentes entre les partenaires. Plus particulièrement, les managers étrangers se concentrent sur la maximisation des profits ou des parts de marché tandis que les managers chinois sont plus concernés par le maintien de l'emploi, la maximisation de la taille de l'entreprise et l'accès à la technologie étrangère.

En Chine au contraire, les IDE de services sont fortement concentrés dans l'immobilier. Ce secteur accueillait 11% des IDE en 2005. Le secteur immobilier est ainsi devenu un point chaud attirant jusqu'à 9 milliards de dollars annuellement (UNCTAD, 2007). Sur la base des estimations de la State Administration of Foreign Exchange (SAFE), les IDE comptent pour 15% du marché de l'immobilier chinois.

Les secteurs à haute technologie commencent à peine leur processus de rattrapage et les fusions acquisitions transfrontalières en sont à leur balbutiement. Dans ces domaines, un écart important persiste entre la Chine et les pays développés. Il n'existe à notre connaissance pas de statistiques publiées sur la décomposition par activités des IDE à l'intérieur du secteur manufacturier chinois. La structure des exportations et importations constitue la principale base d'analyse pour approcher l'évolution du contenu technologique de la production chinoise. Gaulier, Lemoine et Ünal-Kesenci (2005) étudient la position de la Chine dans la chaîne de valeur ajoutée à partir de données désagrégées issues des douanes chinoises. Ce travail met en évidence que les importations de produits intermédiaires en provenance d'Asie ont été un canal important de transferts de technologie et ont aidé la Chine à améliorer rapidement le niveau technologique de ses échanges extérieurs. Cependant, l'amélioration technologique des échanges est restée jusqu'ici étroitement circonscrite aux bases de production et d'exportation des entreprises étrangères. Les travaux réalisés sur cette question s'ils s'accordent sur la montée en puissance technologique, divergent sur l'ampleur mesurée en raison de différences de définition et de base de référence. Une étude récente de l'OCDE (2004) trouve que la part des biens High Tech dans les exportations manufacturières est passée de 10% en 1992 à 24% en 2001. Les calculs du CEPII sur la base d'une classification des produits high-tech issue des études d'Eurostat et de l'OCDE soulignent quant à eux que la part des produits de haute technologie atteint 15% pour les importations et 12% pour les exportations en 2002 contre 11% et 7% respectivement en 1997 (Gaulier, Lemoine et Ünal-Kesenci, 2005). Ces niveaux sont bien supérieurs à ceux observés dans les autres économies développées (Lemoine et Ünal-Kesenci, 2003). Le commerce de haute technologie apparaît néanmoins concentré sur un nombre limité de produits. Trois branches comptent pour 80% des importations High Tech : radio et TV, machines de bureau, instruments de précision. Les deux principaux secteurs (radio et TV, machines de bureau) contribuent à 85% des exportations high-tech.

Il apparaît pourtant que les investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier chinois s'orientent vers des technologies plus avancées. Le nombre d'investissements étrangers dans des centres de R&D s'élève à 750 à la fin de l'année 2005 (UNCTAD 2006, p. 56), dont au moins 107 ouverts entre octobre 2004 et septembre 2005 (Locomonitor, 2005).<sup>5</sup>

### III. Déterminants des IDE

Les économistes s'accordent habituellement sur le fait que les IDE affluent vers des environnements macroéconomiques stables et réformateurs et sont attirés par des conditions favorables comme une forte productivité, des coûts faibles, des infrastructures de qualité, etc... La littérature sur les déterminants des IDE est très développée et il existe un nombre important de travaux portant spécifiquement sur les déterminants des IDE entrants en Chine. Une première source d'information sur les facteurs motivant les investissements des entreprises transnationales en Chine provient d'enquêtes et de questionnaires (Grub et al., 1990). Les données sur les flux d'IDE bilatéraux constituent une autre source d'information notamment pour mettre en évidence les différences d'objectifs selon l'origine des capitaux.<sup>6</sup>

Les analyses de l'US-China Business Council ou d'UBS AG indiquent que 75% des multinationales occidentales sont en Chine pour vendre sur le marché domestique. La réexportation vers le pays d'origine apparaît être une caractéristique des entreprises de Hong Kong, de Corée du Sud et de Taiwan. De nombreuses études ont porté sur des données infra nationales, au niveau des provinces chinoises pour identifier les déterminants des IDE en Chine sur la base d'une analyse des choix de localisation à l'intérieur du territoire chinois. Tandis que ce pan de littérature<sup>7</sup> ignore les caractéristiques des pays d'origine et des entreprises investisseurs, il met en lumière les facteurs d'attraction (*pull factors*) des IDE en Chine.<sup>8</sup>

---

<sup>5</sup> Les exemples dans l'industrie automobile sont nombreux et incluent Nissan Motor, Toyota Motor, Honda Motor, Hyundai et DaimlerChrysler.

<sup>6</sup> Alors que les études confirment généralement la pertinence des déterminants des IDE (taille du marché, avantages de coût...) en Chine, il est nécessaire de noter que les motivations varient selon les investisseurs. Il apparaît que les investisseurs des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) Est Asiatiques font plus référence aux avantages de coûts et à la demande croissante du marché chinois (Dees, 1998). La spécificité des IDE en provenance de l'Asie de l'Est semble refléter le rôle de la proximité géographique et des affinités culturelles et ethniques sur les flux d'informations entre les NPI et la Chine (Yue, 1993).

<sup>7</sup> Des contributions importantes sur ce sujet incluent Cheng et Kwan (2000), Coughlin et Segev (2000), Gong (1995), Sun et al. (2002), Wei et Liu (2001) et Zhang (2001).

<sup>8</sup> Cette section s'appuie sur Havrylchuk et Poncet (2007).

L'un des critères principaux d'attractivité de l'IDE dans une province est la taille ou la croissance du marché, souvent mesurée par le PIB provincial, l'augmentation du PIB, le revenu par habitant, ou la population. Toutes les études s'accordent sur la recherche de marché comme motif de l'afflux des IDE en Chine.

Un autre facteur d'attractivité également important est la faiblesse des coûts du travail. Les travaux empiriques montrent que des salaires réels moyens plus élevés ont un impact négatif sur les flux d'IDE. Dans le même temps, la qualité de la main d'œuvre appréhendée notamment par le pourcentage d'ingénieurs de recherche, de scientifiques et de techniciens dans le nombre total d'employés est également désignée comme très importante dans la plupart des études.

Un autre facteur jouant un rôle important est le développement des infrastructures. Pour mesurer son impact, la variable proxy la plus couramment utilisée est la longueur de voies ferrées et de routes par km<sup>2</sup> (Sun et al., 2002 ; Berthélemy et Démurger, 2000 ; Zhang, 2001 ; Cheng et Kwan, 2000). Ces variables ressortent comme des déterminants significatifs de l'IDE reçu par les provinces chinoises. Les résultats empiriques de Fung et al. (2005) soulignent néanmoins que les infrastructures "soft" correspondant à des institutions transparentes et à un processus de réformes jouent un rôle plus important comme force d'attraction des IDE en Chine que les infrastructures "hard" correspondant aux investissements physiques en routes et voies ferrées.

Des études plus récentes rendent compte des effets d'agglomération que génère l'activité des investisseurs déjà installés dans une région. Les phénomènes correspondent à un accroissement des économies d'échelle et des externalités positives, comme la diffusion des connaissances, la spécialisation de la main d'œuvre et le développement d'infrastructure et de productions intermédiaires. Ainsi, un niveau important d'IDE aujourd'hui signifie une augmentation de leur volume demain. Cette forte persistance dans le temps est renforcée par la nature des IDE, qui sont caractérisés par des coûts fixes et des investissements physiques irréversibles (au moins dans un court terme). Les résultats empiriques confirment généralement la présence d'effets d'agglomération dans la dynamique des IDE .

Le degré d'ouverture, mesuré par le ratio ouverture sur PIB, a aussi souvent été pris en compte dans les études sur les IDE entrants en Chine. Sun et al. (2002) indiquent que l'impact de l'ouverture internationale est ambigu, dans la mesure où une économie plus ouverte peut

non seulement attirer des IDE car les investisseurs étrangers sont familiers avec l'économie hôte mais aussi être caractérisée par une concurrence accrue. Pourtant, la plupart des travaux confirme cette première hypothèse et trouve un effet de complémentarité entre ouverture aux IDE et au commerce (Sun et al., 2002; Zhang, 2001; Berthélemy et Démurger, 2000; Wei et Liu, 2001).

Dans le but de contrôler pour les incitations introduites par les autorités chinoises pour attirer les IDE, les études incluent des indicateurs du nombre de zones économiques spéciales, des villes ouvertes, des zones de développement économique et technologique. De manière anticipée, ces variables apparaissent avoir un impact positif sur le montant d'IDE reçu.

Huang (2003) considère quant à lui que les facteurs énoncés ci-dessus ne suffisent pas à expliquer les flux d'IDE vers les provinces chinoises. Il formule une « perspective de la demande » d'IDE, selon laquelle le manque d'avancées des réformes internes contribuerait à la croissance fantastique des IDE en Chine au cours des années 1990. Il considère que les montants importants d'IDE ne sont pas seulement la conséquence des bonnes politiques mais résultent de certaines distorsions dans le marché bancaire chinois. En Chine, les entreprises privées chinoises sont forcées de rechercher des investisseurs étrangers parce qu'elles sont contraintes dans leur activité en raison, entre autres, des distorsions dans le système financier, sous le contrôle de l'Etat. Pour lui, deux mécanismes institutionnels sont à l'œuvre : les bénéfices associés aux IDE auraient à voir d'une part avec les opportunités de privatisation offertes par les entreprises étrangères dans un contexte d'opposition politique à un programme de privatisation explicite, et d'autre part, avec l'apport de capital-risque aux entrepreneurs dans un système qui applique des contraintes de crédit drastiques au secteur privé.

Les résultats d'Havrylchuk et Poncet (2007) tendent à confirmer ces hypothèses. Ces auteurs introduisent, en parallèle à des déterminants traditionnels, des indicateurs des restrictions d'accès au financement externe pour les entreprises privées et de l'interférence publique dans la gestion des entreprises d'Etat pour expliquer le stock d'IDE en Chine. Deux mécanismes semblent être validés (1) les entreprises privées sont forcées à chercher un investisseur étranger pour échapper aux contraintes financières induites par le secteur bancaire dominé par l'Etat ; et (2) les investisseurs étrangers se dirigent vers les provinces caractérisées par un interventionnisme étatique important. Ce travail conclue qu'un plus grand désengagement de l'Etat dans l'allocation des crédits et les décisions d'investissement devrait diminuer la

demande d'IDE en Chine et en libérer pour une utilisation plus efficace dans d'autres parties du monde.

#### **IV. Impact des IDE sur l'économie chinoise**

En raison de la nature unique et de l'importance des flux, la littérature économique attribue des effets bénéfiques aux IDE sur l'économie hôte. Une étude récente du FMI estime que les IDE ont accru la croissance économique potentielle de près de 3% dont 80% des bénéfices proviendraient d'une hausse de la productivité (Tseng et Zebregs, 2003).

##### **1-Impact direct des IDE**

Les IDE ont joué un rôle majeur dans la transformation de l'économie chinoise<sup>9</sup>. Différents impacts directs sont suggérés par la littérature.<sup>10</sup> De manière évidente, les IDE constituent un apport de capital. Un niveau suffisant de capital est nécessaire pour la construction de l'économie chinoise et les IDE ont fourni une contribution substantielle de ce capital. La part des IDE dans la formation brute de capital fixe après avoir atteint 15% en 1994, s'est maintenue autour de 13% jusqu'en 1998 et s'est stabilisée autour de 11% à la fin des années 1990. Pourtant comme le souligne l'OCDE (2005), dans le cas chinois les IDE n'ont jamais été nécessaires pour compenser une épargne nationale insuffisante. En effet, le compte courant de la Chine (qui mesure la différence entre l'épargne et l'investissement national) a été excédentaire depuis 1991 à l'exception d'une année. L'apport recherché des investissements des entreprises étrangères a plutôt été l'utilisation de compétences et de technologie pour accroître les exportations et améliorer la productivité globale de l'économie.

l'OCDE (2000) note que la création d'opportunité d'emploi -directement ou indirectement- a également été un canal d'impact des IDE sur l'économie chinoise. Ce rapport évalue que les entreprises étrangères emploient autour de 20 millions de travailleurs (3% de l'emploi total) à la fin des années 1990. Les entrées d'IDE ont été au cœur de l'expansion des exportations chinoises. Elles ont constitué un facteur décisif de l'insertion de la Chine dans la segmentation internationale des processus de production. l'OCDE (2000) souligne le rôle des

---

<sup>9</sup> Cette partie s'inspire largement de Madariaga et Poncet (2007).

<sup>10</sup> Il est clairement en dehors de l'objectif de ce papier de passer en revue la vaste littérature sur la relation IDE-croissance et sur les déterminants des IDE. Le lecteur intéressé peut se reporter à de Mello (1997 et 1999) pour une revue de la littérature sur ce sujet.

entreprises étrangères dans la modification de la structure industrielle chinoise, la diversification des exportations de produits intensifs en travail et le renforcement de la compétitivité internationale de la Chine.

Une importante spécificité des entreprises étrangères découle du fait que les entreprises chinoises affectent leur investissement principalement à l'expansion des capacités de production alors que les IDE portent plus particulièrement sur l'investissement en équipement et en technologie. Cette caractéristique est cohérente avec l'observation d'une plus grande efficacité allocative et technique dans l'utilisation du travail dans la production des entreprises étrangères par rapport aux entreprises domestiques. Les entreprises étrangères font preuve d'une efficacité supérieure dans la gestion des ressources. Cette performance supérieure transparaît dans le niveau de leur productivité, qui est de 90% supérieur à celui des entreprises directement sous contrôle de l'Etat (OECD, 2005).

Une différence importante de positionnement entre entreprises étrangères et nationales correspond à une concentration supérieure des entreprises étrangères dans les secteurs émergents et en forte croissance tels que l'électronique et l'équipement de télécommunication. Par contraste, les entreprises domestiques sont plus représentées dans les secteurs à forte intensité capitalistique et à grande économie d'échelle. En cohérence avec l'argument de Huang (2003) exposé précédemment sur la contribution des imperfections bancaires dans l'afflux des IDE en Chine, certains résultats attestent de l'existence d'une relation entre développement financier et croissance qui est conditionnelle aux IDE.

Guariglia et Poncet (2007) étudient la sensibilité de la performance économique des provinces chinoises à l'intermédiation financière selon le niveau des IDE reçus (relativement au PIB). Leurs résultats indiquent que les provinces caractérisées par un ratio du stock d'IDE sur le PIB supérieur bénéficient d'une croissance plus forte en raison d'une efficacité économique accrue et apparaissent moins sensibles à l'influence négative de l'inefficacité du système financier. Les IDE semblent ainsi atténuer les coûts associés aux distorsions du secteur bancaire et pourraient fournir une explication à l'identification de l'économie chinoise comme un contre-exemple empirique à la relation positive entre finance et croissance : la Chine étant caractérisée à la fois par une croissance forte et des distorsions importantes dans les institutions financières (Allen et al., 2005).

## **2-Effets de diffusion des IDE**

Les effets de diffusion des IDE proviennent théoriquement de la mobilité des travailleurs (des entreprises étrangères vers les domestiques) ou de la mobilité des produits qui stimule les pratiques d'imitation ou d'innovation réactive par les firmes nationales. Les résultats empiriques sur les « spillovers » d'IDE en Chine sont contrastés.

Les études macro-économiques confirment généralement l'existence d'effets de diffusion positifs (Tong et Hu, 2003; Hu et Jefferson, 2001). Des résultats suggèrent un impact positif des IDE sur la productivité de l'ensemble des secteurs de la province d'accueil (Wei et Liu, 2006) ainsi qu'un effet positif des IDE sur le nombre de demande de brevets (Cheung et Lin, 2004). Madariaga et Poncet (2007) à partir d'une analyse économétrique spatiale identifient que la croissance des villes chinoises répond non seulement au montant d'IDE reçu localement mais aussi à celui reçu dans les villes environnantes.

Les résultats à partir de données micro-économiques sur l'effet de diffusion des IDE sur la productivité des entreprises locales sont toutefois plus mitigés. Les IDE en Chine semblent avoir des effets différents selon le type de firmes. Buckley, Clegg et Wang (2002) trouvent un effet de diffusion positif pour les entreprises collectives tandis que Hu et Jefferson (2002) identifient que dans l'industrie textile, l'afflux d'IDE réduit la productivité des entreprises publiques mais est globalement neutre sur les entreprises domestiques.

Hale et Long (2007) considèrent que les résultats positifs obtenus par les travaux macroéconomiques s'expliquent par le biais d'agrégation et la non prise en compte de l'endogénéité de la variable d'IDE. Après l'estimation de plus de 2500 spécifications sur données de firmes qui prennent en compte les liens amont et aval, elles ne trouvent aucune preuve d'un effet de diffusion significatif des IDE sur la productivité. Elles identifient toutefois une tendance chez les entreprises privées chinoises à investir plus dans l'innovation en présence d'IDE.

## **V. Conclusion**

Comme l'analyse Naughton (2007), les caractéristiques distinctives de l'investissement étranger en Chine mises en lumière dans cette synthèse pourraient ne pas être un bon guide pour le futur. La structure des IDE en Chine est susceptible d'évoluer en raison de l'ouverture des secteurs de services aux investisseurs étrangers à laquelle le pays s'est

engagé lors de son adhésion à l'OMC.<sup>11</sup> Cette évolution pourrait également approfondir l'intégration de la Chine dans la segmentation des processus de production et ainsi renforcer l'attractivité de la Chine pour les investisseurs. Les IDE dans les services (distribution et vente de détail, transport et télécommunications et finance) sont aujourd'hui nettement sous-représentés. Ces secteurs sont ceux pour lesquels les engagements pris vis-à-vis de l'OMC auront le plus de répercussions. Les activités de commerce de gros qui étaient hors d'atteinte pour les entreprises étrangères ont été ouvertes sur la période 2003-2005. Les secteurs des transports et télécommunications acceptent progressivement l'entrée de partenaires étrangers minoritaires sur la période 2005-2008. Les secteurs financiers sont en cours de libéralisation et 2007 marque l'ouverture du marché bancaire à la participation étrangère. Comme le souligne Naughton (2007), ces changements devraient motiver une expansion et un ajustement structurel important des IDE en Chine. Ils devraient être associés à une vague nouvelle d'internationalisation et de restructuration.

---

<sup>11</sup> La majorité du stock d'IDE en Chine (63%) a été reçu dans le secteur manufacturier. En comparaison, le stock d'IDE mondial est investi à hauteur de 60% dans les services.

## REFERENCES

- Allen, F., J. Qian, et M. Qian (2005). "Law, Finance, and Economic Growth in China", *Journal of Financial Economics*, 77, 57-116.
- Berthélemy, J-C. et S. Démurger, (2000). Foreign Direct Investment and Economic Growth: Theory and Application to China", *Review of Development Economics*, 4(2), 140-155.
- Buckley, P. J., J. Clegg et C. Wang (2002), "The Impact of Inward FDI on Performance of Chinese Manufacturing Firms", *Journal of International Business Studies*, 33, 4, 637-55.
- Cheng, L. K. et Kwan, Y. K., (2000). What are the Determinants of the Location of Foreign Direct Investment? The Chinese Experience, *Journal of International Economics*, 51, 379-400.
- Cheung K. et P. Lin (2004). "Spillover effects of FDI on innovation in China: Evidence from the provincial data", *China Economic Review*, 15, 25-44.
- Coughlin, C. C., Segev, E., (2000). Foreign Direct Investment in China: a Spatial Econometric Study, *World Economy*, 23(1), 1-23.
- de Mello, L. (1997), "Foreign Direct Investment in Developing Countries and Growth: A Selective Survey", *Journal of Development Studies*, 34, 1, 1-34.
- de Mello, L. (1999), "Foreign Direct Investment Led Growth: Evidence from Time-series and Panel Data", *Oxford Economic Papers*, 51, 133-51.
- Dees, Stéphane (1998). "Foreign Direct Investment in China: Determinants and Effects", *Economics of Planning*, 31: 175-194, 1998.
- Foreign Investment Advisory Service (FIAS) (2005). Survey of Chinese MNCs (Washington, D.C.: International Finance Corporation)
- Fung K.C., Iizaka H. et S.Y. Tong (2004). "FDI in China: Policy, recent Trend and Impact", *Global Economic Review*, 32, 2, 99-130.
- Fung K. C., A. Garcia-Herrero, H. Iizaka et A. Siu (2005). "Hard or soft? Institutional reforms and infrastructure spending as determinants of Foreign Direct Investment in China", Paper 05'06. Santa Cruz Center for International Economics.
- Gaulier G., F. Lemoine et D. Ünal-Kesenci (2005), China's integration in East Asia, : Production sharing, FDI and High-Tech Trade, CEPII working paper 2005 09.
- Gong, H., (1995). Spatial Patterns of Foreign Investment in China's Cities, 1980-1989, *Urban Geography*, 16, 198-209.

Grub, Ph.G., Lin, J.H. et Xia, M. (1990). 'Foreign investment in China: A study and analysis of the factors influencing the attitudes and motivations of U.S. firms', in Neghandi, A.R. and Schran, P. (eds), *China and India: Foreign Investment and Economic Relations*, Research in International Business and International Relations, Vol. 4. pp. 83-99, JAJ Press Inc.

Hale Galina et Cheryl Long (2007) *What Determines Technological Spillovers of Foreign Direct Investment: Evidence from China*, Working paper. Federal Reserve Bank of San Francisco.

Havrylchyk, Olena et Sandra Poncet, (2007). "Foreign Direct Investment in China: Reward or Remedy?". CEPII working paper.

Huang, Y., (2003). *Selling China: Foreign Direct Investment During the Reform Era*. New York: Cambridge University Press.

Hu, A. et G. Jefferson (2002), 'FDI Impact and Spillover: Evidence from China's Electronic and Textile Industries', *The World Economy*, 25, 8, 1063-76.

Lemoine F. et D. Ünal-Kesenci, "Trade and Technology Transfers: a Comparative Study of Turkey, India and China", CEPII Working Paper, n° 2003-16, November [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr).

Locomonitor (2005). *On the cutting Edge: FDI trends in Research & Development*. FDI Quarterly. OCO Consulting.

Madariaga Nicole et Sandra Poncet (2007). "FDI in China: spillovers and impact on growth", *The World Economy*. p.837-862.

Naughton, Barry (2007). *The Chinese Economy: Transitions and Growth*. The MIT Press. Cambridge, Massachusetts. London, England

Naughton, Barry (2005). "SASAC Rising." *China Leadership Monitor*, issue 14, Spring. At [www.chinaleadershipmonitor.org](http://www.chinaleadershipmonitor.org).

OECD (2000). *Main determinants and impacts of Foreign Direct Investment on China's economy*. Working papers on international investment. Number 2000/4. December.

OECD (2004), "An emerging knowledge-based economy in China? Indicators from OECD databases, OECD Science, Technology and Industry Department Working Papers, no.(2004).

OECD (2005). *China, OECD economic surveys*.

Sun, Q., Tong, W., et Yu, Q., (2002). *Determinants of Foreign Direct Investments across China*. *Journal of International Money and Finance*, 21(1), 79-113.

Tong, J. Y. et A. Y. Hu (2003), "Foreign Investment and Technology Transfer: A Simple Model", *European Economic Review*, 36, 1, 137-55.

Tseng W. et Harm Zebregs, "Foreign Direct Investment in China: Some Lessons for Other Countries," in Wanda Tseng and Markus Rodlauer (eds.), *China: Competing in the Global Economy* (Washington, DC: International Monetary Fund, 2003), pp. 68-88.

UNCTAD (2003a). *World Investment Report 2003: FDI Policies for Development: National and International Perspectives* (New York and Geneva: United Nations).

UNCTAD (2003b). *E-Brief China: an emerging FDI outward investor*

UNCTAD (2006). *World Investment Report 2006. FDI from Developing and Transition Economies: Implications for Development* (New York and Geneva: United Nations).

UNCTAD (2007). *Investment Brief Number 2 2007*.

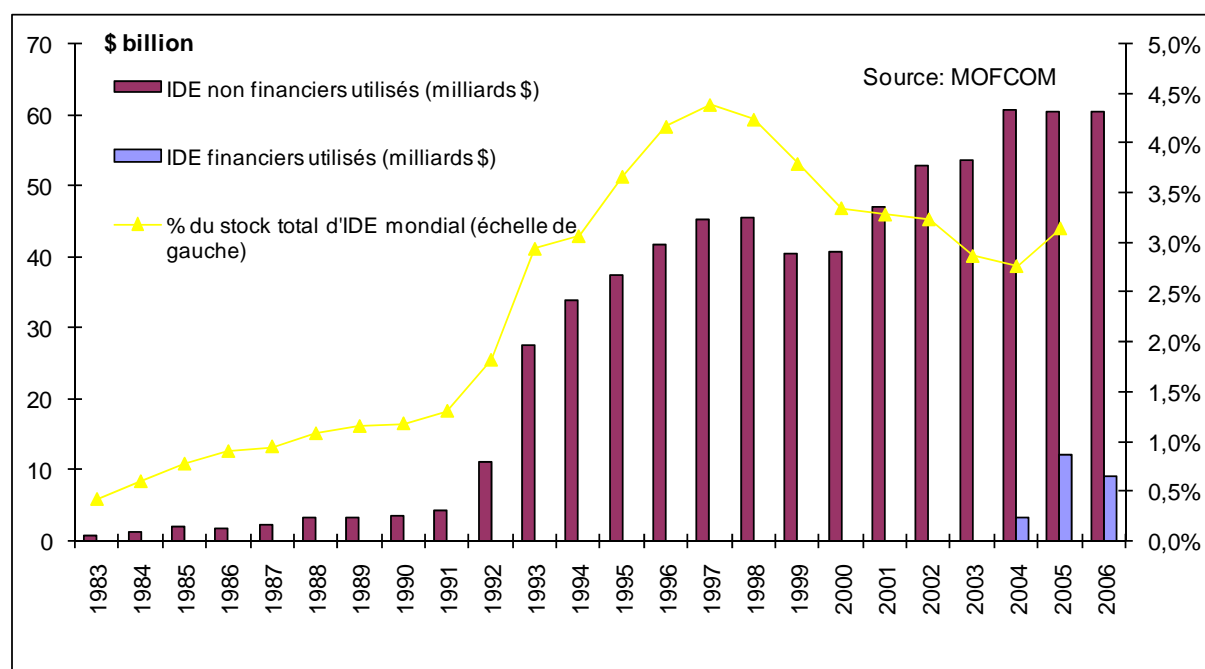
Wei, Y. et Liu, X., 2001. *Foreign Direct Investment in China: Determinants and Impact*. Edward Elgar.

Wei Y. et X. Liu (2006). "Productivity spillovers from R&D, exports and FDI in China's manufacturing sector", *Journal of International Business Studies*, 37, 4, 544-557.

Xiao, Geng (2004). "People's Republic of China's roundtripping FDI: scale, causes, and implications", *ADB Institute Discussion Paper, No. 7* (Manila: Asian Development Bank).

Zhang, K. H., (2001). "What Attracts Foreign Multinational Corporations to China?" *Contemporary Economic Policy*, 19(3), 336-346.

**Graphique 1: Flux d'IDE vers la Chine: 1983-2006**



**Tableau 1: Répartition sectorielle des entreprises étrangères (2005)**

	Nombre d'entreprises	Investissement total milliards \$	Part	Part de capital étranger
Total National	260 000	1 464	100%	78%
Secteur Manufacturier	179 949	895	63%	79%
Immobilier	13 265	185	11%	80%
Production et fourniture d'électricité, Gaz et eau	1 820	76	4%	60%
Transport, Stockage et Poste	4 339	46	3%	60%
Transmission d'information, services informatiques et logiciels	6 183	30	2%	92%
Commerce en gros et au détail	12 084	29	2%	79%
Construction	3 927	28	2%	68%
Hôtels et restauration	6 013	28	2%	72%

Source: China Statistical Yearbook (2006)